

**Le rôle de l'Algérie dans la promotion et la
supervision des négociations entre les factions au Mali,
comme modèle de Paix et de sécurité dans la zone sahélo-
saharienne en Afrique**

**Algeria's role in promoting and supervising negotiations
between factions in Mali, as a model of peace and
security in the Sahelo-Saharan region in Africa**

Mohamed Said Mekki

L'École Nationale Supérieure De Sciences Politiques
Saidmekki2011@yahoo.fr

Date de soumission: 01/09/2010

Date de acceptation: 01/12/2010

Résumé:

Depuis quelques années, le diagnostic stratégique indique que la Pathologie de l'Afrique est belle et bien malade des interventions et opérations militaires extérieurs et les liens de cause à effet n'est pas à démontrer. L'historiographie des crises, et si les questions de sécurités, notamment dans les pays du Sahel ont fait l'objet d'analyse et de commentaire par des observateurs impartiales et des experts des différents centre de recherches ; mais ses analyses provenant de l'extérieur du continent ne s'attaquent pas au fond du problème qui est lié au stratégie des puissances extérieurs et la nouvelle géopolitique d'hégémonie et de connivence de l'empire global (Etats Unis) et certains acteurs extérieur (G.B ,France et les monarchies du golfe).

Mots clés: Algérie, sécurité, paix, Afrique

Abstract:

For several years, the strategic diagnosis has indicated that the Pathology of Africa is indeed sick from external military interventions and operations and the cause and effect links cannot be demonstrated. The historiography of the crises, and whether security issues, particularly in the Sahel countries, have been the subject of analysis and commentary by impartial observers and experts from different research centers; but its analyzes coming from outside the continent do not tackle the root of the problem which is linked to the strategy of external powers and the new geopolitics of hegemony and connivance of the global empire (United States) and certain external actors (GB, France and the Gulf monarchies).

Keywords: Algeria, security, peace, Africa

**Auteur correspondant,*

Introduction

D'emblée ce bref aperçu de la zone sahélo-saharienne nous mène à analyser l'évolution de la situation sahélienne et ses implications sur la sécurité Nationale et régionale, afin de mieux répondre aux interrogations liées à la problématique de stabilité et de sécurité de la région.

Depuis son indépendance, l'Algérie a essayé de maintenir dans son apport avec le sud un lien diplomatique privilégié.

Dans sa relation avec l'Afrique, l'Algérie a concentré dans les années 1970, la plus grande part de son programme d'aide à des pays transsahariens allant de la Mauritanie jusqu'au Tchad¹. Cette intention particulière ne résulte pas d'un choix spontané, mais de sa position géostratégique et des nécessités politico-économiques en Afrique.

Si nous considérons que la zone sahélienne est une région complexe et un espace conflictuel, comment l'Algérie s'y positionne-t-elle face à la dynamique des conflits et des nouvelles représentations de la menace et de l'insécurité ? Peut-on dégager des lignes de conduites de cette dynamique de

¹ Robert ANTON MERTZ, Pamela M.D Mertz "Arab aid Sud-Saharan Africa" KAISER, GRUNWALD, BOUHDER 1983, P.72.

conflits et proposer par la suite une éventuelle perspective sécuritaire étatique ou collective ?

A) L'apport de l'Algérie pour la stabilité du Sahel

Durant les différents conflits du Nord du Mali et du Niger, l'Algérie a adopté une attitude constructive de diplomatie publique et de résolution de conflit (Building State). Elle a joué un rôle politico-diplomatique déterminant pour trouver des solutions négociées.

L'Algérie s'est beaucoup investie pour le règlement de la question Touareg dans les pays voisins (Mali, Niger) en favorisant les différentes rencontres entre les gouvernements et les mouvements de rebellions. Elle s'est trouvée au premier plan, en s'impliquant dans l'élaboration des accords et le suivi de leur application. Elle a ouvert des camps aux réfugiés dans le sud algérien.

1) L'Algérie et la résolution du problème du Nord du Mali

Ainsi au Mali le rôle de l'Algérie était mieux appréhendé qu'au Niger où d'autres acteurs ont influencé les discussions

(France, Burkina-Faso). L'Algérie s'est trouvée le parrain exclusif des rencontres entre le gouvernement malien et les mouvements Touaregs. La première rencontre entre les représentants du gouvernement malien et ceux du Mouvement et Fronts Unifiés de l'Azawad (MFUA) s'est tenue à Tamanrasset du 5 au 6 février 1991. Elle fût suivie d'une autre du 29 au 30 décembre 1991 à Alger. A ces deux séries de rencontres, s'ajoute une troisième à Alger du 15 au 25 mars 1992 qui a abouti à l'élaboration du Pacte National comme solution à la rébellion dans le Nord du Mali.

Ce Pacte vise essentiellement la réconciliation nationale, l'intégration socio-économique des régions du Nord dans toutes ses composantes. Cependant, malgré la signature du Pacte on assiste à un regain d'insécurité dû à des promesses non tenues de part et d'autre. Face à cette situation le médiateur algérien propose une série de rencontres pour dépasser les contentieux et rapprocher les positions. A la rencontre de Tamanrasset du 27 au 30 juin 1994, après une évaluation des points négatifs qui ont conduit à la dégradation de la situation sécuritaire, les partis ont manifesté, leur volonté de surmonter les difficultés par

l'exécution et l'application correcte du Pacte et les mesures prises à Alger en mai 1994.

2) L'impact de l'Algérie dans l'élaboration et l'application du Pacte National :

Signé, le 11 avril 1992 à Bamako entre le gouvernement du Mali et les MFUA, le Pacte National a été préparé par la partie malienne et finalisé à Alger à l'issue d'une série de négociations de paix. Dans le cadre de la mise en œuvre de ce pacte il a été mis en place un certain nombre d'organisations telle que la commission de suivi du pacte national dont l'Algérie fait partie et qui a pour mission : De contrôler la cessation de toute action ou mouvement de nature à faire resurgir la tension ou à conduire à des incidents De procéder dans un délai de 60 jours après la signature du Pacte à l'intégration totale des combattants des M.F.U.A dans les différents corps en uniforme de l'état; De mettre sur pied des unités spéciales des forces armées, et enfin d'instituer un corps de sécurité.

Il faut noter que l'Algérie après avoir dépêché une forte délégation au Mali a accrédité le Président de la commission de suivi de l'application du Pacte National comme ambassadeur.

Parallèlement, à la médiation, l'Algérie s'est investie sans relâche aussi bien en moyens humains que matériels. Après la signature du Pacte National, l'Algérie a mis à la disposition de la commission de cessez-le-feu une douzaine d'officiers qui observent la paix aux côtés de leurs collègues maliens, équipés de sept véhicules Land-Rover dotés de moyen de liaison Radio. En réponse à un besoin exprimé par les autorités maliennes, le gouvernement algérien leur a octroyé une assistance supplémentaire pour la mise en œuvre du pacte national.

Au plan international, un accord tripartite a été signé entre le gouvernement malien, le gouvernement algérien et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), il concerne le rapatriement et la réinsertion socio-économique des populations déplacées se trouvant en Algérie, et autorise le HCR à établir une antenne dans la ville de Tamanrasset afin de faciliter l'assistance aux populations et leur rapatriement librement consenti.²

3) La médiation algérienne et la rébellion touareg au Niger

² In Dicko Oumon Baazi "la contribution de l'Algérie à la résolution du problème du Nord du Mali" mémoire de l'ENA - 97 - 98 - P.21.

Par rapport au Mali, la réconciliation au Niger, et la gestion de la rébellion touareg, sont le fruit de la diplomatie multilatérale, avec la contribution de l'Algérie, du Burkina Faso et de la France. Une entente fut concrétisée pour la première fois dans ce conflit ce qui laissait espérer que les deux parties étaient décidées à mettre un terme au conflit. Ces discussions s'annoncent difficile à la fin mai 1992, deux rencontres furent annulées à Paris ; ce n'est qu'à fin juillet que les discussions ont repris. En janvier 1994, intervient la rupture effective de la trêve à cause de l'action gouvernementale qui s'adonnait à des opérations de ratissage dans le nord. Devant une telle situation, l'Algérie fut désignée pour arbitrer en juillet 94 une seconde rencontre entre les deux parties. Au cours de cette période beaucoup de dégâts furent constatés : d'énormes pertes en vies humaines, des villages entiers décimés, des routes rendues impraticables, des villes du nord isolé.

Ce conflit qui revêtait un caractère politique sera finalement réglé par l'aide des trois pays qui ont apporté l'aide matérielle et financière pour son règlement. Des sites de cantonnement étaient créés en Algérie pour préparer le retour des réfugiés au pays où devait démarrer la campagne

d'intégration et d'insertion dans les différents secteurs de développement. C'est l'accord signé le 15 avril 1995 à Ouagadougou qui marque l'instauration définitive de la paix entre les parties en conflit. Les nouvelles menaces au Sahel et le redéploiement stratégique de l'Algérie vers le Sud.

L'Algérie est un des pays qui a récupéré totalement son territoire et se présente ainsi comme le deuxième grand pays africain. Elle a des frontières terrestres communes (soit 5 990 kms) avec tous les pays du Maghreb, dont 1350 avec le Maroc, 450 avec la Mauritanie, 1000 avec la Libye 950, avec la Tunisie ainsi qu'avec le Sahara occidental et l'Afrique sub-saharienne dont 960 km avec le Niger, 1280 avec le Mali.

L'Algérie en tant que pays limitrophe appartenant à l'aire sahélo-saharienne subit directement les implications de ces événements (émigration, contrebande, trafic d'armes, question des touaregs et ses implications). Dans cette optique les facteurs de déstabilisation auxquels est présentement confrontée l'Algérie seraient mieux appréhendés si les efforts visant à les contenir, s'inscrivent dans une nouvelle stratégie qui mettrait en exergue son statut de puissance régionale, son rayonnement

socioculturel et ses potentialités tant économiques qu'humaines. Elle est au centre des stratégies déstabilisatrices et des convoitises occidentales. Au delà de la gestion de la question touareg où la contribution algérienne était très appréciée afin d'étouffer toutes velléités de déstabilisation dans les pays limitrophes, d'autres problèmes sont à craindre pour les années à venir.

Les facteurs d'insécurité dans l'aire sahélo-saharienne sont divers; ils résultent du partage colonial des frontières, de la volonté de contrôle de la région par l'ex-puissance coloniale (France) et de la tendance hégémonique de la Libye. Ces difficultés amplifiées par la crise socio-économique et la sécheresse qui sévit dans la région depuis plusieurs années fragilisent les pouvoirs locaux. En effet les problèmes sociaux, les troubles ethniques, les rebellions contre les pouvoirs des pays limitrophes et le contexte régional marqué par les difficultés interne de l'Algérie ouvrent une opportunité pour déstabiliser toute la région.

Cependant, outre la nécessité de réagir à ces événements et de parer aux menaces qui résultent de certaines manœuvres,

l'action de l'Algérie dans la région doit dépasser le cadre des seules motivations sécuritaires pour s'intégrer dans une stratégie de l'action extérieure de l'Algérie (Monde arabe, Maghreb, Méditerranée, Afrique). En effet, des motivations de la politique algérienne à l'égard de cette région sont d'ordre historique : retrouver la sphère d'influence historique du monde (arabo-berbère), économique (réalisation d'une zone de libre échange) et politique (consacrer le rôle de puissance régionale de l'Algérie).

Ces motivations commandent une vision stratégique de l'action de l'Algérie dans la région qui doit tendre à :

Assurer la stabilité de la région;

Gérer les crises qui secouent cette région;

Promouvoir le développement régional;

Promouvoir les échanges commerciaux;

Régénérer l'influence traditionnelle de l'Algérie dans une action de grande envergure;

Consacrer le rôle de l'Algérie dans la région comme pays fédérateur de la coopération.

Considérant que la zone sahélienne est d'une grande importance pour l'Algérie, il convient donc de formuler une posture de veille stratégique vis-à-vis des situations qui s'y dressent avec la résurgence de nouveaux facteurs de conflits internes (rébellion, coups d'états,) et leurs conséquences interne.

A ce constat, s'ajoute la prolifération des réseaux mafieux (contrebande, multiplication d'acteurs agissant en dehors du cadre de la Souveraineté Nationale). Après la décolonisation, et la disparition des zones d'influences héritées de la confrontation Est-Ouest, certaines puissances activent dans la zone sahélienne selon de nouveaux processus de pénétration qui obéissent à des conceptions de stratégies hégémoniques rénovées, même si chacun a des méthodes propres pour réaliser ses visions, du fait que les intérêts et les enjeux sont contradictoires.

B) Nécessité d'une stratégie pour la stabilité du Sahel

Si l'attachement à la Méditerranée et au Maghreb a été suffisamment élaboré et concrétisé dans la pratique, il reste que la profondeur africaine de l'Algérie n'a été que superficiellement exploitée. Jusqu'à un passé récent, la dimension africaine n'a été perçue que dans un "design" tiers - mondiste assez large que ce

soit dans la lutte anticolonialiste que dans les efforts pour remédier aux injustices de l'ordre international dans le cadre d'un non-alignement militant et frondeur.

1) Le Sahara : Enjeu ou carrefour civilisationnel

En effet le Sahara en général n'a jamais constitué un handicap pour les nomades dans leur périple vers le nord. Il était depuis les temps anciens une voie de communication entre le nord-africain et l'Afrique sub-saharienne : c'est un espace religieux et culturel dans lequel des affinités afro-berbères et arabo-musulmans se sont tissées. Les caractéristiques géographiques inhabituelles du grand Sahara en Algérie présentent des défis spéciaux vis-à-vis de la sécurité frontalière. La majorité de la population se concentre à l'intérieur d'une bande côtière ne dépassant pas 200 km, le reste est non habité. De vaste étendue constitue le Sahara algérien. Ouvert par le sud et assez vulnérable, le désert saharien serait très difficile à défendre contre un adversaire fort et déterminé.

Le grand défi reste le flanc sud désertique et isolé avec 2000 km. Fort heureusement l'Algérie a pu résoudre ses différents frontaliers avec le Mali, le Niger et la Mauritanie.

Elle a généralement maintenu des relations harmonieuses avec ses voisins du sud.

2) Le concept de "bon voisinage positif" appliqué au Sahel

Dans la perception algérienne, le "bon voisinage positif" est un principe du droit international, supposant la non agression et la non ingérence dans les affaires d'autrui. Cette vision est en parfaite symbiose avec les règles internationales à plusieurs niveaux : respect de l'intégrité territoriale de l'Etat voisin ; statu quo frontalier renforçant l'intégrité territoriale des Etats décolonisés. La préoccupation de bon voisinage de l'Algérie a toujours été une constante de sa diplomatie. Elle défend avec acharnement le statu quo des frontières post-coloniales. Bien que les accords de reconnaissance des frontières sahariennes soient intervenus assez tardivement, l'Algérie entretiens de bonnes relations avec les pays du sud.

Avec le Mali ayant une frontière commune de près de 1280 km, l'Algérie a entretenu des rapports privilégiés ; des milliers de nomades se déplacent en permanence entre les deux pays. Durant la sécheresse, une importante communauté malienne s'est établie temporairement sur le territoire algérien. Parrain des

accords de paix entre l'Azawad (le mouvement Touareg et le Mali), l'Algérie forme et équipe l'armée malienne. Elle finance des opérations de développement dans le nord du pays voisin et accorde annuellement des centaines de bourses de formation aux étudiants maliens

3) Le nouvel accord pour la paix la réconciliation au Mali (2015).

L'accompagnement politique par les acteurs internationaux a travers une conférence régionale avec un nouveau concept pour le développement durable et la sécurité est adopté.

Les pourparlers qui se déroule actuellement à Alger entre le gouvernement malien et les fractions du nord ,sous la supervision de l'Algérie, dans un dialogue inclusif ,doivent mener à une entente entre les acteurs de la scène politique malienne .

L'Algérie dans ce round de la dernière chance a élevé le respect des frontières hérités des indépendances et l'intégrité territoriale comme paradigme stratégiques de la médiation et ligne rouge à ne pas franchir.

Après des mois et d'après négociations, les parties en conflits ont signé un accord de dernière chance à Alger³ entre le gouvernement malien et les différentes factions rebelles du Nord (L'Azawad).

Paraphé le 1^{er} Mars 2015, cet accord constitué d'un préambule et de vingt chapitre (68 articles), ainsi que 2 annexes, veut mettre un terme aux crises cycliques qui ont jalonné le Septentrion malien, a fin de créer les conditions d'une paix juste et durable au Mali, et somme toute contribuer à la stabilité sous-régionale ,ainsi que la sécurité internationale.

Bibliographie:

1_ Robert ANTON MERTZ, Pamela M.D Mertz "Arab aid Sud-Saharan Africa" KAISER, GRUNWALD, BOUHDER 1983

2_ In Dicko Oumon Baazi "la contribution de l'Algérie à la résolution du problème du Nord du Mali" mémoire de l'ENA.

3_ Pour paraphraser le dernier document de « Policy Briefing /Briefing Afrique n°104 :Dakar /Bruxelles,18 novembre

³ Pour paraphraser le dernier document de « Policy Briefing /Briefing Afrique n°104 :Dakar /Bruxelles,18 novembre 2014,édité par International Crisis Group ;p1.

2014, édité par International Crisis Group ;

4_ Robert ANTON MERTZ, Pamela M.D Mertz "Arab aid Sud-Saharan Africa" KAISER, GRUNWALD, BOUHDER 1983,

5_ In Dicko Oumon Baazi "la contribution de l'Algérie à la résolution du problème du Nord du Mali" mémoire de l'ENA

Pour paraphraser le dernier document de « Policy Briefing / Briefing Afrique n°104 : Dakar /Bruxelles, 18 novembre 2014, édité par International Crisis Group.